



RIPESS EUROPE – Solidarity Economy Europe
Assemblée Générale 2016

Atelier 3

INDICATEURS SOCIAUX ET IMPACT

Les dimensions humaines et démocratique de l'économie solidaire

Organisateurs: *Berenice Dondeyne (ADEPES) and Laure Aufrere (UFISC)*

I. CE QUE NOUS AVONS PARTAGE

- **Les Objectifs**

Comment rendre visible et exprimer à travers des indicateurs aux mains de initiatives elles-mêmes, les spécificités des projets d'économie solidaire en termes de méthodes, d'organisation, de gouvernance, de moyens de coopération, etc. Qui sont utilisés pour être développés dans le sens d'un progrès humain et démocratique et de justice sociale, avec et pour les personnes impliquées, investis au niveau local tout en tenant compte des enjeux mondiaux?

Les moyens et les outils

Nous avons besoin de partager et de croiser au niveau des expériences de terrain, et à travers les plate-formes et les réseaux, nos bonnes pratiques, nos innovation et nos moyens de coopérations afin de saisir pleinement nos traits les plus communs, qui pourront être utilisés et valorisés pour influencer les politiques publiques en faveur de l'économie solidaire, pour promouvoir et encourager le développement de l'économie solidaire à travers l'Europe.

Ce partage pourra ce nourrir des nombreux travaux d'analyse des chercheurs forment tout autant le mouvement de l'économie solidaire, et qui accompagnent les initiatives dans la valorisation de ce qui les détermine plus spécifiquement sur le plan politique et économique.

Témoignages : que les indicateur sociaux utilisés soient insatisfaisants parce que sous l'influence du social business ou d'un pur fonctionnement administratif pour les pays dans lesquels l'ESS s'est déployée et est reconnue, ou parce qu'il n'en existe pas encore en tant que tels dans les pays où l'ESS est en cours de reconnaissance, les participants ont identifié le besoin de mieux identifier la nature des activités solidaires. Tant au niveau des expériences de terrain que du point de vue des politiques publiques, cela pourrait ainsi être utilisé comme « effet miroir », via quelque chose comme une cartographie de la qualité des initiatives, permettant d'identifier des démarches de progrès dans les projets et les politiques publiques.

→ **Relier nos outils à notre stratégie.** Afin de protéger et d'aider le développement d'expériences d'économie solidaire sincères, les indicateurs doivent faire référence à un mouvement qui est par nature trans-sectoriel – ils devront ainsi permettre aux acteurs de l'économie solidaire de partager et promouvoir leurs activités plus aisément, et prévenir le « social washing ».

→ Ainsi, les indicateurs devront alimenter les enjeux suivants :

- l'organisation démocratique
- l'équité au travail, l'évaluation du respect des droits fondamentaux et des droits sociaux
- la nature et la qualité des coopérations
- l'évaluation des conditions de contrôles et de propriétés
- ...

Cela pourrait prendre la forme d'un **rapport croisant les dimension de financière et de production, les dimensions sociales et environnementales**. Il devrait être possible de **relier ces critères à des cadres juridiques** – depuis ceux nationaux jusqu'aux conventions internationales (droits du travail, droits fondamentaux, etc.) - laissant l'opportunité de se référer à un cadre normatif plus général en matière social ou de droits démocratiques par exemple.

La dimension humain et démocratique

Il s'agit d'une dimension centrale pour l'économie solidaire qui doit continuer d'être la source vive des projets.

→ L'expression de la dimension fondamentalement humaine et démocratique. Bien-être, émancipation, dignité : le fait humain est prépondérant aussi les aspects émotionnels et psychologiques ayant traits à l'économie solidaire doivent être pris en compte par une expression et des enquêtes qualitatives (sans les réduire à des questions d'efficacité, et de sorte que puissent être exprimés des phénomènes qui ne peuvent se traduire en chiffres). Il serait important de définir différentes dimensions dans la dignité et les besoins humains, et en ce sens le concept de « bien être » est très utile (besoins économiques, politiques, culturels, etc.). Il serait nécessaire de s'intéresser à ces différentes problématiques et d'observer comment les initiatives agissent sur elles depuis leur domaine d'activité.

Les dimensions institutionnelles, le contexte environnemental, social et humain devraient être pris en compte dans l'évaluation du développement de l'économie solidaire au niveau local. Les indicateur devraient être conus de telle sorte qu'ils pourraient ainsi s'adapter à différents pays, régions ou localités.

Ce travail pourrait permettre de changer la façon dont nous percevons l'évaluation et contribuer à construire des outils qui aides les initiatives à converger, en acceptant que certaines dimensions de nos activités ne pourront pas se traduire en % ou en statistiques.

L'échelle et la dimension géographique

A un niveau trans-national ou à une échelle très locale, l'économie solidaire se construit via des processus de coopération, pas de concurrence. La notion de « passage à l'échelle » ou d'essaimage des expériences, doivent être considérés en prenant en compte les communautés impliquées, leurs souhaits réciproques de développer telle ou telle activité, ainsi que leur implication en termes démocratiques. Les notions telles que la réciprocité, l'évaluation du bien commun, l'expression de volontés sociales ou besoins et leur satisfaction doivent être pris en compte. Une reproduction type de marché pour des modèles d'économie solidaire n'aurait aucun sens, aussi les indicateurs de « d'expansion » sur les territoires pourrait être travaillée à travers la notion plus juste de coopération et de co-décision entre les différentes communautés et personnes impliquées.

→ **Il faudrait prendre en compte les particularités de l'environnement rural** : sur le plan des moyens du développement, en termes de capacité de partage et d'amélioration du bien-être à un niveau local.

- **Quelques aspects que nous connaissons par intuition et observation de bas – les principales spécificités**

→ nous avons besoin de mesurer la dimension sociale en utilisant des indicateurs sociaux et démocratiques

adéquats, apportant une vision claire et une contribution publique affirmant que ces expériences sont fondamentale transformatrice pour les personnes qui sont concernées.

→ **La délicate question de l'expression** : nous pourrions travailler à un vocabulaire commun, des notions et des concepts communs qui nous permettraient d'exprimer avec justesse ce que nos initiatives accomplissent, si ce n'est de façon exhaustive, au moins de façon honnête. Des termes tels que « l'équilibre social » (« social balance ») ont été suggérés, ainsi que « capital social ». Un vrai débat et travail méritent d'être menés sur notions.

II. LES PROCHAINES ÉTAPES

- **Ouvrir un forum d'échange au sein du Ripess Europe pour échanger des ressources et des expériences, à côté du Panorama, plus spécifiquement sur la question des indicateurs.**

- partager des outils et expériences / du contenu et des ressources / des méthodes d'évaluation concernant:
 - 1) le développement local des initiatives
 - 2) le fonctionnement de la co-construction et la négociation avec les pouvoirs publics
- créer un espace de discussion pour se donner un vocabulaire et un point de départ commun, sur des notions centrales et des indicateurs de bien-être, en lien avec les chercheurs. Ce travail pourrait impliquer plus particulièrement les chercheurs.
- exprimer un sens commun à donner à la notion de progrès humain à travers des dimensions sociales et politiques, la capacitation (Amartya Sen) et les perspectives de solidarité pour nos sociétés.

Ceci impliquerait un groupe de travail permanent au sein du Ripess Europe pour partager et construire une vision commune en matière de coopération.

Ce travail pourrait être croisé avec le Panorama et les nombreuses expériences qui y sont identifiées. A termes, une enquête plus large pourrait être organisés auprès un groupe élargi d'expérience, et géolocalisées en tant que tel sur le Panorama.

- **Construire une voix collective pour le plaidoyer et les contributions publiques**

- porter les travaux des universitaires et chercheurs associés
- organiser les travaux collectivement parmi les membres du Ripess
- Articuler à ces travaux les textes sur les droits humaines, les objectifs de l'ONU sur les développement, la convention de Philadelphie, les textes de l'OIT
- promouvoir et communiquer via nos réseaux et au-delà, en direction des décideurs publics

- **construire un projet commun**

- trouver des ressources : envisager les ressources sous l'angle de la coopération, même s'il n'y avait pas l'argent d'un projet européen – cela pourrait être envisager comme un investissement dans un pot de ressources commun. Chacun pourrait choisir d'y attribuer du temps, des ressources, ou de l'argent.
- préfiguration d'une rencontre européenne
- création d'un MOOC qui pourrait faciliter le partage des notions et des indicateurs.

